

Débat : les enjeux des médias autonomes
The Political and economic marginality of autonomous media
Los problemas de los medios de comunicación autónomos

Comité du Québec

Numéro 6 (46), automne 1981

Médias communautaires ou médias libres

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034956ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034956ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Comité du Québec (1981). Débat : les enjeux des médias autonomes.
International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire, (6), 17–23. <https://doi.org/10.7202/1034956ar>

Résumé de l'article

Trois journalistes ont rencontré des membres du comité de rédaction de la Revue pour débattre de l'évolution récente de la presse alternative au Québec et poser la question de sa marginalité économique, mais aussi politique.

Les enjeux des médias autonomes

Les enjeux de la presse alternative au Québec qui coïncident avec la crise de société que nous traversons se posent plus concrètement en termes de survie, de continuité ou d'orientation par rapport à des contenus culturels et politiques contre-idéologiques. Alors que nous assistons à un contrôle de plus en plus centralisé et à une concentration de plus en plus poussée de l'ensemble des médias d'information, il est urgent de cerner les conditions pour que se développent les expériences qui relèvent d'une presse alternative. Ce qui ne va pas sans soulever un certain nombre de questions : est-ce possible de s'adresser à un public large lorsque la tendance générale dans la majorité des médias est de viser un public-cible spécifique ou spécialisé ? est-ce que la gauche à qui s'adresse avant tout la presse alternative peut également se réduire à un public-cible ? Par ailleurs comment le journalisme militant peut-il prendre ses distances par rapport à un dogmatisme étouffant ? Etc.

Si ces questions préoccupent aujourd'hui les artisans de la presse alternative, il faut préciser qu'elles font suite à des problèmes d'un autre ordre et qui, sans avoir été nécessairement surmontés, ont marqué au Québec l'évolution et l'organisation d'une gauche nationaliste et socialiste depuis le milieu des années 60.

À cette époque, la gauche tentait de se donner des moyens d'expression et la presse alternative était reliée de très près à cette nécessité. Autant ajouter que la crise qui traversera à la fois la gauche et le militantisme dans leurs modèles de référence et leurs stratégies se répercutera directement au niveau des médias alternatifs qui n'y survivront pas.

Depuis quelques années, et même quelques mois dans certains cas de nouvelles expériences ont été lancées. Elles s'inscrivent dans une conjoncture qui n'est pas nécessairement plus facile mais qui a l'avantage de compter avec une certaine maturité politique dans la mesure où l'impatience et le sectarisme se sont sinon dissipés, du moins atténués. De ce point de vue la nouvelle presse alternative au Québec tend à se diversifier et à correspondre à la fois à des courants politiques au sens large mais aussi à des groupes d'intérêts (syndicats, groupes de quartier). Ce qui n'implique pas cependant que l'idée d'un projet à une plus grande échelle soit définitivement abandonnée. Nous assistons peut-être davantage, en ce moment, à une période d'expérimentations et de repli qui peut contribuer à définir concrètement ce qu'un tel projet devrait signifier.

C'est autour de ces aspects que nous avons organisé une table-ronde en vue de contribuer à une compréhension des enjeux des médias écrits. La discussion est rapportée pour l'essentiel autour de deux dimensions soit l'évolution de la presse alternative au cours des vingt dernières années et ses possibilités de développement (marginalité économique ou marginalité politique).

Ont participé à la discussion :

*Louis Fournier, journaliste à Radio-Canada
Marc Raboy, journaliste, membre du
comité de rédaction du Temps Fou
Danièle Simpson, journaliste
Pierre Hamel et Lorne Huston de la
Revue.*

L'évolution de la presse alternative

MR : Les diverses tentatives auxquelles on assiste présentement au Québec pour créer des médias autonomes s'inscrivent dans une évolution qui nous renvoie à l'histoire sociale des années 60-80. La prise de conscience par rapport aux enjeux de la communication sociale remonte à ce moment-là.

Les besoins d'une presse alternative se sont fait sentir vers le milieu des années 60, un peu en même temps que les besoins d'une nouvelle forme de l'intervention politique et sociale à d'autres niveaux. L'exemple de *Parti-Pris*, qui publiera de 63 à 68 une revue indépendante, proposant de réunir les dimensions sociale et nationale du contexte québécois, peut être considéré comme le premier projet qui vise à fournir une vision cohérente aux groupes politiques d'opposition.

Un peu plus tard, vers 66-67, se manifeste l'amarce, par rapport à un besoin plus large, dans les milieux syndicaux et populaires, d'une série de nouvelles expériences. À ce propos le moment marquant est sans doute le discours de Marcel Pépín, président de la C.S.N., qui annonce en 1968 l'ouverture d'un « deuxième front ». Cela signifie que la centrale reconnaît à la fois les limites des luttes reliées aux négociations des conventions collectives et considère la nécessité d'intervenir également au niveau des luttes reliées à la qualité de la vie, la consommation et l'action politique. À cette occasion il parlera du scandale des mass media, de l'insuffisance des mass media, du fait qu'ils sont au service du capital et que de ce fait il y a un besoin de l'information populaire.

LH : Dans *Parti-Pris* on ne parlait jamais d'information populaire, ou d'un autre type d'information ?

MR : Il se peut que *Parti-Pris* ait déjà parlé d'information populaire mais le projet *Parti-Pris* n'était pas un projet d'information comme tel, c'était plutôt une revue de réflexion et d'analyse et à certains moments de son histoire c'était une revue d'agitation propagande.

Si on reprend l'historique, pas plus d'un an après le discours du « deuxième front », le projet *Québec-Presse* est lancé par les centrales syndicales et d'autres groupes. *Québec-Presse* est le premier grand moyen, le premier grand média autonome de communication qui vise un public plus large que les

militants. Même si le journal appartient aux groupes mobilisés, il vise un grand public. Ce qui a soulevé des problèmes qui se sont posés même parfois de façon dramatique. Problèmes reliés à la nature du projet, projet militant mais projet large et dont les contradictions sont posées par la dialectique qui devait s'établir entre les deux.

Avec la crise d'octobre 70, qui a été un tournant à plusieurs points de vue pour l'ensemble de la gauche québécoise, les questions par rapport à l'information se posent de nouveau mais avec plus de force, un élément de l'action du F.L.Q. ayant été d'envahir les mass media dominants, d'occuper les ondes avec la transmission de son manifeste. L'impact du manifeste, la répression qui a suivi a fait en sorte qu'un certain nombre de questions ont été posées de nouveau avec, entre autres retombées, la création de l'Agence de Presse libre du Québec (A.P.L.Q.) qui au départ, était un projet créé par un groupe restreint mais qui s'est donné des objectifs politiques.

On peut également établir une filiation avec *Presse Libre*. La structure, le mode de fonctionnement et le mode d'organisation de l'A.P.L.Q. ressemblent à ce que c'est donné *Presse Libre*, au moins en théorie.

Un des objectifs de l'A.P.L.Q. était de créer un réseau d'information à l'échelle du Québec mais un réseau qui fonctionnait dans les deux sens : chaque abonné devait devenir un collaborateur en principe.

LH : Quels étaient les rapports entre *Québec-Presse* et l'A.P.L.Q. ? Est-ce que l'A.P.L.Q. fournissait des choses à *Québec-Presse* ? Est-ce qu'ils s'entendaient ?

MR : Ils s'entendaient mais c'étaient des projets différents. Dans l'esprit des créateurs de l'A.P.L.Q., ils se voyaient comme étant une démarche plus radicale, plus à gauche que *Québec-Presse*.

LF : *Québec-Presse* a été abonné à l'A.P.L.Q. En général on partait du matériel qui se trouvait dans le bulletin de nouvelles et on le retravaillait, on le complétait. Au début, quand ça a commencé, les liens étaient très bons. Je me souviens ; j'ai travaillé à l'A.P.L.Q. et je travaillais à *Québec-Presse* aussi. Mas il y a eu un clivage qui s'est fait dans les années subséquentes à partir de 72, mais surtout

73-74 quand les débats politiques ont commencé dans les groupes et ont traversé l'A.P.L.Q. qui s'est radicalisée beaucoup par rapport à ce qu'elle était au début. Là les liens avec *Québec-Presse*, forcément, ont été moins amicaux, moins étroits. Mais au début, c'étaient des projets qui s'inscrivaient dans la même ligne.

LH : Il y avait quand même des différences importantes entre l'A.P.L.Q. et *Québec-Presse* dans le sens que l'A.P.L.Q. était d'abord destinée aux groupes alors que *Québec-Presse* s'adressait à un public large.

MR : Si on veut faire une distinction, il faudrait dire que *Québec-Presse* était un journal populaire de gauche. C'est ce qu'il voulait être et c'est ce qu'il a été. Il était vendu en kiosque à côté de *Dimanche-Matin* et se trouvait donc en concurrence avec ce type de journal selon les critères du marché. *Québec-Presse* était même distribué par un concurrent, Péladeau, qui doit être considéré aussi comme un concurrent idéologique.

Pour sa part l'A.P.L.Q. était auto-suffisante dès le moment où elle avait dépassé le cap des 200 abonnés environ. Elle n'avait plus de souci.

Mais d'un autre côté, ceci, après quelques années à été évalué comme une faiblesse par les artisans de l'A.P.L.Q. Ils ont alors cessé de publier leur bulletin pour lancer le *Bulletin Populaire* destiné à une audience plus large.

LF : Pour compléter, on peut ajouter que l'A.P.L.Q. dure jusqu'en 76 avec le *Bulletin Populaire* qui résultait d'une première scission de l'A.P.L.Q. en 73. Aussi, en 73 apparaît *En Lutte*, en 75 *La Forge*. Tout le courant m-l s'organise et draine plusieurs militants de gauche. D'un autre côté il y a le courant péquiste avec *Le Jour* en 1974. Entre les deux comme média alternatif ou autonome il ne reste plus grand chose. Il y a des petites publications qui continuent mais rien d'aussi étendu que ce qu'on retrouvait à la fin des années 60. En 1978 apparaît *Le Temps Fou*, ensuite en mars 80, *La Vie en Rose* et en janvier 81 *Presse Libre*. Il y a eu aussi un certain nombre de revues de gauche : *Chroniques*, *Possibles* mais aussi *Mainmise* qui était une revue contre-culturelle dont le tirage se situait

entre 10 et 15 milles copies et qui représentait sans doute cinq fois le tirage des revues actuelles.

MR : Il serait important de faire remarquer que les médias alternatifs les plus importants ont vu le jour pendant la période la plus intense en termes politiques et en termes d'action contestataire, c'est-à-dire entre 69-72. Ce sont là vraiment les années de gloire... C'est dans le creux de la vague à partir de 73, avec les problèmes financiers, concurrentiels, dans le cas de *Québec-Presse*, et le durcissement politique vers l'extrême-gauche dans le cas de l'A.P.L.Q. que va commencer un certain piétinement.

LF : En ce qui concerne *Québec-Presse* il est important de dire que ça renvoie à une conjoncture bien particulière qui a fait que les gens qui se sont réunis à ce moment-là n'étaient plus ensemble quelques années plus tard. Il y a eu un regroupement à la fois du mouvement syndical, d'une partie du mouvement nationaliste — les péquistes, les sociétés Saint-Jean-Baptiste —, des gens du N.P.D., d'un certain nombre de groupes populaires — des gens du Comité ouvrier de Saint-Henri, de Cooprix, des Caisses d'économie, etc. Tous ces groupes ont participé à la fondation de *Québec-Presse*. C'était une période de contestation : *Québec-Presse* est fondé à l'automne 69 : il y a la crise du Bill 63, Murray Hill, etc.

La fin de *Québec-Presse*, si on passe vite sur ses cinq ans d'existence, relève d'un certain nombre de problèmes : d'abord la contradiction interne entre vouloir faire un journal large et vouloir faire un journal de gauche qui s'adressait à des militants, ensuite l'apparition du *Jour* — *Le Jour* apparaît en février 74 et *Québec-Presse* disparaît en novembre 74 —, aussi la période de fatigue et d'épuisement, en particulier au niveau financier, du mouvement syndical, de même que la guerre entre la C.S.N. et la F.T.Q. au niveau des querelles dans la construction alors qu'il y avait tellement d'unité en 69-70, unité qui ne s'est d'ailleurs pas retrouvée par la suite, qui s'est effritée. Comme le consensus de *Québec-Presse* était basé sur le consensus des trois centrales, c'est peut-être là le facteur conjoncturel le plus important qui a entraîné la mort de *Québec-Presse*.

LH : Est-ce qu'on ne peut pas dire que l'un des facteurs était aussi le développement du Parti québécois ?

Étant donné qu'après les élections de 73 le P.Q. avait fait le choix de devenir un parti électoraliste comme les autres, un certain nombre de péquistes ne pourront plus s'identifier avec le projet un peu socialiste, un peu nationaliste.

LF : Effectivement, là tu viens de toucher un facteur important. Une presse s'appuie toujours sur une réalité socio-politique, sur des mouvements sociaux. À partir du moment où l'on retrouve le P.Q. d'un bord avec sa ligne de plus en plus électoraliste, conservatrice aussi, les groupements de gauche, surtout marxiste-léninistes de l'autre, ce qu'on appelait la gauche dans les années 69-70 s'est scindée à ce moment-là. Peu de chose est resté au milieu, du moins pour appuyer un projet de journal comme *Québec-Presse* ou un projet comme l'A.P.L.Q. qui a éclaté aussi en 73 pour d'autres raisons mais qui a éclaté également en deux courants, un courant m-l et un courant non-aligné.

C'est sûr que le P.Q. est le gros facteur dans la conjoncture. Le P.Q. a drainé tout ce qui s'est passé dans ce qu'on appelle le mouvement national. À l'autre extrême il y avait En Lutte et La Ligue et entre les deux il n'est rien resté comme pôle structuré et organisé de regroupement, même s'il y avait encore des publications, des groupes qui continuaient autour du Centre de Formation Populaire, du Rassemblement des Citoyens de Montréal, autour d'autres groupes aussi. Sauf que ça n'a pas donné lieu à une presse. Mais je pense que ce sont souvent des organisations qui sont à l'origine des médias. Dans ces cas-là il n'y en a pas eu.

MR : Les projets actuels, *Le Temps Fou*, *La Vie en Rose*, *Presse-Libre* se distinguent par le fait qu'ils visent des publics plus restreints que les expériences qui remontent à dix ans. *Québec-Presse* se voulait un journal populaire. L'A.P.L.Q. rejoignait les gens les plus impliqués dans le milieu qui eux reprenaient ce qu'il y avait dans le bulletin de l'A.P.L.Q. et avaient un effet multiplicateur.

LF : L'A.P.L.Q. c'était le rêve du grand réseau contrairement aux projets plus modestes lancés depuis quelques années où il y a moins d'expectative.

PH : Mais est-ce qu'on ne peut pas dire qu'à l'époque ce que tu nommes l'unité ne recouvrait pas une certaine naïveté idéologique. Est-ce que cette unité n'était pas factice bien que réelle effectivement si on se reporte aux luttes comme celle contre la construction de l'autoroute est-ouest à la fin des années 60 où les comités de citoyens, le P.Q. et les centrales syndicales ont mis sur pied un front commun pour établir un rapport de forces avec le gouvernement libéral. Si on gratte un peu, et c'est le problème que va également rencontrer le FRAP, on s'aperçoit que derrière cette unité persistent beaucoup de clivages, d'oppositions, de choix différents qui ne se sont pas exprimés à ce moment-là, peut-être à cause d'une certaine « immaturité politique ». À cette époque il y avait des questions politiques et idéologiques qui étaient masquées, que l'on ne posait pas et qui rendaient possible une sorte de grande communauté à gauche qui par la suite sera difficile.

Lorsque tu dis que *Le Temps Fou*, *La Vie en Rose* s'adressent à des publics-cible plus restreints et que de ce point de vue là ils ont plus de chances d'être efficaces, je pense pour ma part que c'est un courant. *Presse Libre* se situe dans une autre perspective en mettant de l'avant un principe de solidarité. L'objectif est de re-crée ce qui était possible à la fin des années 60 mais en ne se faisant plus d'illusions et surtout en disant que même s'il existe des positions différentes par rapport aux orientations et choix mis de l'avant il y a des terrains d'entente, certains niveaux de consensus possibles. C'était la perspective, le pari du Sommet Populaire. Ça me semble aussi le pari de *Presse Libre* qui se veut un journal d'information et qui s'adresse à un public large. Ces changements relèvent d'une certaine maturité politique qui se reflète à travers les médias !

MR : Il me semble que *Presse Libre* vise aussi un public-cible qui est celui des militants.

LH : Est-ce qu'on peut dire que *Presse Libre* est vraiment en filiation directe avec *Québec-Presse* ?

LF : Disons que de tout ce qui existe à l'heure actuelle c'est probablement ce qui s'en rapproche le plus, avec la grosse différence que ce n'est pas un journal large comme *Québec-Presse* l'était. *Presse Libre* c'est 6, 7, 8 mille copies. *Québec-Presse* sortait

40, 50 mille copies. *Québec-Presse* se situait dans l'information, l'actualité, il sortait le dimanche avec les nouvelles de la veille. Par rapport au genre de groupes auxquels les artisans de *Presse Libre* s'adressent (les syndicats, les groupes populaires), l'expérience se rapproche beaucoup de *Québec-Presse* même si pour le moment, l'ampleur n'est pas la même.

Si à un moment donné il y a une publication alternative plus large qui repart c'est parce que la conjoncture politique aura fait que les groupes se seront mis d'accord sur des objectifs...

PH : C'est en bonne partie ce que vise le projet de *Presse Libre*.

LF : À long terme. Et c'est pourquoi je dis qu'il se rapprochera plus de *Québec-Presse*.

La presse alternative : marginalité économique ou marginalité politique

MR : Est-ce qu'on est obligé de s'adresser à une clientèle particulière ou est-ce encore possible de faire quelque chose de plus large ?

LF : À l'heure actuelle il est certain qu'il n'y a pas de possibilité de faire quelque chose de large ; il faut des approches sectorielles. C'est ce que font *Le Temps Fou* et *La Vie en Rose*. C'est la tendance aussi de la presse capitaliste. Pour qu'un projet réussisse, ça prend une clientèle-cible, que ce soit *Décorrag* ou des revues pour les chasseurs, les pêcheurs... C'est la tendance générale et du côté alternatif on suit cette tendance...

MR : Les médias alternatifs font partie d'un marché de l'information qui inclut les médias dominants. Depuis quelques années, il y a des mutations très importantes dans le domaine des médias. Il y a des bouleversements dont nous ne nous préoccupons pas assez. On n'a qu'à considérer la fermeture des journaux à grand tirage pour se rendre compte que nous ne sommes pas seuls à nous demander si on a les moyens de continuer à exister.

LH : Mais en quoi ces transformations nous touchent-elles ? En quoi nous empêchent-elles de réaliser nos projets ?

MR : Tout dépend de qui est ce « nous ». Si on parle toujours de nos petits médias avec nos petites populations-cible, c'est certain que cela ne nous concerne pas. Mais si on vise à produire une publication de gauche qui va rejoindre une clientèle large, c'est différent.

LF : Depuis le début nous parlons de médias écrits mais si on pense à quelque chose de large, est-ce que les médias écrits ne sont pas complètement dépassés comme formule ? Ce qui s'en vient, c'est le journal électronique à la télévision. Qui va contrôler cela ? Comment les groupes marginaux et les groupes d'opposition vont-ils avoir accès à ces moyens ?

PH : On peut se faire une idée de ce que ça va être en pensant à ce qu'ont été les télévisions communautaires par rapport au réseau de télévision fortement institutionnalisé. Les télévisions communautaires sont demeurées parasitaires, artisanales, sans véritable moyens concurrentiels et se sont finalement retirées.

MR : Pour ma part, je pense que les médias écrits vont demeurer un champ très important pour des gens comme nous mais la question que je me pose est de savoir si on va continuer d'avoir des médias de *masse* écrits. Les journaux de masse ressemblent de plus en plus dans leur formule commerciale à la télévision.

PH : Dans quel sens ?

MR : Je pense que l'écrit reste le meilleur moyen de communiquer des idées articulées. Mais les mass-médias ne communiquent plus d'idées. Ils transmettent des images, des « flashes » dont la publicité constitue le mode le plus avancé. Quand on regarde la télévision, on n'a pas le temps de réfléchir à ce qu'on voit. Les images se succèdent et on n'a pas le temps d'arrêter, d'y réfléchir, d'y revenir. Maintenant, on commence à voir les journaux conçus selon le mode de la télévision. *Le Journal de Montréal* est un bon exemple : c'est une succession d'images.

En soi ça ne me dérange pas parce que je continue de privilégier l'écrit comme moyen de faire avancer et circuler des idées. Qui sait ? Peut-être

que le jour où il n'y aura plus de journaux de masse, ceux qui voudront lire seront obligés de lire la presse alternative parce qu'il ne restera plus autre chose.

LH : Tu crois que les jours des mass-médias écrits sont comptés? Tu dis que la structure du marché de l'information ne permettrait plus que des journaux spécialisés. Peu importe finalement le contenu. Les pêcheurs peuvent faire une revue de pêche; les militants, un journal pour militants mais il ne resterait plus moyen de rejoindre une population large par l'écrit? On va avoir la liberté de parole en autant que l'on écrit à soi-même?

MR : Je ne sais pas. J'avoue que je reste perplexe quant au sort des 40 000 lecteurs de *Québec-Press*. Où sont-ils aujourd'hui? De toute évidence, ils ne se retrouvent pas tous dans les petites revues dont on parle.

LF : Pour ma part, je suis tanné de parler tout seul dans mon coin. Je sais qu'il y a des dizaines de milliers de lecteurs qui seraient intéressés par un bon journal de gauche. Mais y a-t-il moyen de les rejoindre? Je me dis qu'il faut travailler à Radio-Canada ou ailleurs, au *Journal de Montréal*, au Canal 10 ou au câble, mais...

Dans les médias traditionnels, il y a des moments de liberté plus ou moins grands, selon les conjonctures, mais ça demeure très limité. Ça ne correspond pas à ce qu'il serait intéressant de faire avec les médias. C'est toujours quelque chose qui ne te convient pas. On se sent continuellement bloqué, censuré. On se heurte toujours aux mêmes limites.

Lorsqu'on parle des médias alternatifs, finalement, je suis obligé de poser ça en termes globaux parce que même si on se rappelle toutes les expériences qui ont fait avancer le mouvement, on se retrouve quand même au même point vingt ans plus tard, sinon pire encore. Si on considère la concentration de la presse, on est obligé de constater que c'est plus fort aujourd'hui qu'il y a vingt ans.

Je n'accepte pas la réponse que nous donnons trop souvent face à cette situation. On dit : « n'essayons pas de faire de projets à grande échelle parce qu'on n'en est pas capables et puis de toute façon on se ferait récupérer. Contentons-nous d'un

certain nombre de petites expériences qui font avancer les choses. »

Ça me décourage.

C'est là que se pose toute la question du pouvoir. On ne changera pas les médias dans la société si on ne change pas le pouvoir. Si on avait un autre type de pouvoir, nous n'aurions pas des journaux comme *La Presse*. L'expérience qui m'a le plus marqué à ce propos a été le Chili. Les médias ont été très importants. La presse de droite a pu continuer à fonctionner... avec les conséquences que l'on connaît. Je ne sais pas... En même temps, je ne voudrais pas me retrouver dans un régime de type soviétique.

DS : S'il existe un besoin dans la population pour une presse de gauche, comment se fait-il qu'il ne soit pas suffisamment fort pour créer un journal qui marche?

LF : C'est une question d'organisation. Il est nécessaire d'avoir un minimum de groupes. Lorsque je dis une organisation, je pense qu'à l'origine de *Québec-Press* il y avait un courant ou un mouvement, un certain nombre de forces organisées qui ont fait une jonction pour produire quelque chose. S'il n'y a pas de mouvement, il n'y aura pas de média qui se crée et c'est ce mouvement que je ne vois pas à l'heure actuelle, même si je perçois des signes que c'est en train de s'organiser. Il faut travailler dans ce sens-là et *Presse Libre* est peut-être un petit moteur qui y contribue.

Mais ce que je trouve aberrant, ce sont les choses comme le nouveau magazine d'information de la CEQ (Centrale de l'Enseignement du Québec). Je trouve ça très bien que la CEQ se préoccupe d'une information large mais je ne comprends pas que la CEQ investisse son argent dans un magazine d'appareil. Je trouve que ça reflète la mentalité chauvine des centrales syndicales. C'est un très beau magazine, presque de luxe. Ça prend des moyens pour produire quelque chose comme ça. C'est là qu'on voit où se trouve le fric.

MR : Ils veulent vulgariser leurs positions et se placer par rapport aux autres centrales. La CSN et la FTQ seront obligées de produire leurs magazines aussi, c'est intéressant.

LF : Moi ça me révolte que trois centrales syndicales aillent engloutir des dizaines de milliers de dollars pour produire trois magazines différents alors qu'elles pourraient faire bien d'autres choses sur le plan des médias. Elles pourraient aider *Presse Libre* par exemple, pour qu'il sorte de sa marginalité.

MR : Mais comment éviter que ça devienne une presse d'appareils syndicaux ?

LF : Le danger est toujours présent, mais essayons d'abord d'en bâtir une et les problèmes se poseront par la suite. On ne peut régler tous les problèmes au point de départ.